

L'an DEUX MIL DIX-NEUF, le SAMEDI 20 SEPTEMBRE, à 17 h 05, le Conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en quatrième séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale du Maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales (séance clôturée à 20 h 14).

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code général des Collectivités territoriales, procédé à la nomination de la Secrétaire de Séance prise dans le sein du Conseil municipal. BÉLIM Audrey a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ÉTAIENT PRÉSENTS

(dans l'ordre du tableau)

ANNETTE Gilbert/ LOWINSKY Jacques/ ORPHÉ Monique/ MAILLOT Gérald/ VÉLOUPOULÉ-MERLO Nalini/ ADAME Brigitte/ HOAREAU Jean-François/ CLAIN Claudette/ COUDERC Alain/ FONTAINE Gabrielle/ BELDA David/ HOARAU Brigitte/ PESTEL René Louis/ ISIDORE Marylise/ DELORME Éric/ ANDAMAYE Marie-Annick/ CHOPINET Gérard/ KICHENIN Virgile/ BOMMALAIS Geneviève/ EUPHRASIE Didier/ LESCAT Michel/ SUDNIKOWICZ Christiane/ ASSABY Maximilien/ MAMODE Nourjhan/ CADJEE Ibrahim/ HUMBLLOT Nicole/ JAVEL François/ LOYHER Jeanne/ FIDJI Jean-Claude/ NAILLET Philippe/ BARDINOT Sonia/ VARONDIN Frédéric/ BAREIGTS Éricka/ ARLANDON Corine/ MÉLADE Thierry/ BÉLIM Audrey/ FOURNEL Dominique (arrivé à 17 h 58 au Rapport n° 19/4-013)/ LAGOURGUE Michel/ HUBERT Richenel/ TÉCHER Régis/ MOREL Jean-Jacques/ LATRA Sylvie/ JEAN-PIERRE Philippe (arrivé à 17 h 25 au Rapport n° 19/4-002)/ HO-SHING Cynthia

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

(dans l'ordre du tableau)

Pour toute la durée de la séance

FRANÇOISE Gérard

À son départ (17 h 31 / Rapport n° 19/4-004)

CLAIN Claudette

Pour toute la durée de la séance

VOLIA-GARNIER Laetitia

À son départ (18 h 23 / Rapport n° 19/4-022)

EUPHRASIE Didier

Pour toute la durée de la séance

MARCHAU Jean-Pierre

À son départ (17 h 31 / Rapport n° 19/4-004)

BAREIGTS Éricka

Pour toute la durée de la séance

SILOTIA William

HOARAU Serge

VITRY Faouzia

À son départ (18 h 30 / Rapport n° 19/4-025)

HO-SHING Cynthia

par NAILLET Philippe

par PESTEL René Louis

par KICHENIN Virgile

par ASSABY Maximilien

par BARDINOT Sonia

par ADAME Brigitte

par CHOPINET Gérard

par HUBERT Richenel

par TÉCHER Régis

par LAGOURGUE Michel

Les membres présents, au nombre de 44 sur 55, ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des Collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part au vote portant sur les Rapports dont la liste suit.

(1)	ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre du CCAS de Saint-Denis	Rapport n° 19/4-016
	ANDAMAYE Marie-Annick	(délégués/ Ville)		
	BOMMALAIS Geneviève			
	FONTAINE Gabrielle			
	HOAREAU Jean-François			
	LESCAT Michel			
	MAMODE Nourjhan			
(2)	VITRY Faouzia			Rapport n° 19/4-033
	HUBERT Richenel			
	ASSABY Maximilien	(lien de parenté)	au titre du CAP	
	ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre de CDÉ de Saint-Denis	
	CADJEE Ibrahim	(délégués/ Ville)		
	CHOPINET Gérard			
	CLAIN Claudette			
(3)	ADAME Brigitte			Rapport n° 19/4-035
	HO-SHING Cynthia			
	COUDERC Alain	(élu délégué)	au titre de l'OMS de Saint-Denis	
	MAILLOT Gérald	sur chemin Dufourg-les-Hauts à la Bretagne	à titre personnel	
	MAILLOT Gérald	sur chemin Lory Lebreton à la Bretagne	à titre personnel	
	MAILLOT Gérald	sur chemin Lory Lebreton à la Bretagne	à titre personnel	
	MAILLOT Gérald	sur chemin Lory Lebreton à la Bretagne	à titre personnel	
(1)	ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre de CDÉ de Saint-Denis	Rapport n° 19/4-043
	CADJEE Ibrahim	(délégués/ Ville)		
	CHOPINET Gérard			
	CLAIN Claudette			
	ADAME Brigitte			
	HO-SHING Cynthia			
	ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre du CCAS de Saint-Denis	
(2)	ANDAMAYE Marie-Annick	(délégués/ Ville)		Rapport n° 19/4-025
	BOMMALAIS Geneviève			
	FONTAINE Gabrielle			
	HOAREAU Jean-François			
	LESCAT Michel			
	MAMODE Nourjhan			
	VITRY Faouzia			
(3)	HUBERT Richenel			

CCAS Centre communal d'Action sociale
CDÉ Caisse des Écoles

CAP Club Animation Prévention
OMS Office municipal des Sports

(1) absente à la séance
(2) partie au Rapport n° 19/4-004
(3) partie au Rapport n° 19/4-025

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS

JEAN-PIERRE Philippe	arrivé	à 17 h 25	au Rapport n° 19/4-002	
CLAIN Claudette	partie	à 17 h 31	au Rapport n° 19/4-004	<i>procuration à PESTEL René Louis</i>
BAREIGTS Éricka	partie	à 17 h 31	au Rapport n° 19/4-004	<i>procuration à ADAME Brigitte</i>
FOURNEL Dominique	arrivé	à 17 h 58	au Rapport n° 19/4-013	
EUPHRASIE Didier	parti	à 18 h 23	au Rapport n° 19/4-022	<i>procuration à ASSABY Maximilien</i>
HO-SHING Cynthia	partie	à 18 h 30	au Rapport n° 19/4-025	<i>procuration à LAGOURGUE Michel</i>
MAILLOT Gérald	parti	à 19 h 30	au Rapport n° 19/4-044	

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, le MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019 et que le nombre de Conseillers municipaux présents a été de 44 sur 55.

LE MAIRE



Gilbert ANNETTE

OBJET **Délégation du service public relative à l'exploitation du casino municipal**
Lancement de la procédure
Composition de la commission prévue à l'article 1411-5 du Code général des
Collectivités territoriales

I. INTRODUCTION

L'article L. 321-21 du Code de la Sécurité intérieure dispose qu'une « autorisation temporaire d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés où sont pratiqués certains jeux de hasard peut être accordée » aux communes « dans lesquelles un casino est régulièrement exploité au 3 mars 2009 ».

A ce titre, la Ville de Saint-Denis dispose d'un casino municipal qui exerce, conformément à la législation en vigueur et plus précisément l'article 1^{er} de l'arrêté du 14 mai 2007, trois activités obligatoires qui sont :

- l'activité de jeux de hasard avec, à l'issue de l'exercice 2017-2018, 150 machines à sous sur 150 autorisées et 5 cinq tables de jeux traditionnels répartis sur trois niveaux. Le délégataire exploite également quatre tables de roulettes électroniques ;
- l'activité restauration : le casino dispose d'un espace bar-restaurant appelé « Le Flamingo » plus important et plus attractif qu'avant, avec une capacité de 40 couverts ce qui a permis de quasiment doubler le chiffre d'affaires de l'activité bar-restaurant du délégataire entre les deux derniers exercices ;
- l'activité animation (spectacles, manifestations ponctuelles et artistiques, fêtes calendaires, lotos...), incluant aussi la participation du casinotier aux événements et manifestations de la vie culturelle, artistique et touristique de la Ville de Saint-Denis et le soutien à la vie associative locale.

Depuis le 1^{er} mai 2004, la Société touristique d'Hôtellerie et de Casino de la Réunion (STHCR) gère et exploite le casino. Initialement d'une durée de 15 ans, le contrat de délégation de service public a été prolongé d'une année par une délibération en date du 15 décembre 2018. L'actuel contrat de délégation de service public doit donc prendre fin le 30 avril 2020.

Il est à noter que le Ministère de l'Intérieur impose un dépôt du dossier de demande d'autorisation de jeux au minimum 4 mois avant le renouvellement du contrat, soit le 30 décembre 2019 au plus tard.

Sur ce point et compte tenu des différentes étapes de la procédure de délégation de service public, il faudra, lors de la dernière séance du conseil municipal de l'année 2019, prolonger de 2 à 4 mois au maximum le contrat de délégation en cours pour respecter ce délai ministériel.

II. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

1) Prestations à assurer par le futur délégataire

1.1. Activité des jeux

Pour favoriser le développement d'une activité jeux dynamique dans le cadre du futur contrat, il conviendra de maintenir une offre de jeux diversifiée avec éventuellement un nombre minimum de tables et de machines à sous.

1.2. Activité animation

Le délégataire met en place aujourd'hui une politique ambitieuse et volontariste sur l'animation et sur la vie locale. Aussi bien les actions menées que les montants affectées sont satisfaisants. Il conviendra dans le cadre du renouvellement de sanctuariser ces investissements via des engagements financiers fermes assorti d'obligations pour le titulaire (et de pénalités en cas de non-respect).

1.3. Activité de restauration

Le renouvellement de la DSP constitue également l'occasion de préciser les exigences en termes de restauration de la part de la collectivité, en tant qu'elles sont des obligations de service public, et de les assortir de pénalités en cas de non-respect de ces obligations.

1.4. Travaux/ rénovation

Les candidats pourront proposer des projets ambitieux en termes d'investissements immobiliers et mobiliers, notamment en vue de dynamiser l'offre de restauration et l'offre de jeux. Ces projets devront être insérés en tant qu'engagements contractuels.

2) Durée du contrat

Eu égard aux investissements attendus en termes de nouvel espace de restauration et de dynamisation de l'offre de jeux, il est préconisé une durée contractuelle entre 10 et 15 ans, cohérente avec l'amortissement des investissements souhaités par la collectivité et le nécessaire retour sur investissement.

3) Economie du contrat

Le futur délégataire devra reverser un prélèvement progressif sur les jeux à l'Etat ainsi qu'un prélèvement communal dont le taux de prélèvement sera fixé au sein du futur contrat et fera donc l'objet d'une clause spécifique.

4) Autres droits et obligations de la Ville

La Ville de Saint-Denis conserve un pouvoir de contrôle sur le bon déroulement de l'exploitation du casino ainsi que sur la gestion du service par le biais d'outils qui seront précisés dans le contrat.

En application de l'article L. 1413-1 du Code général des Collectivités territoriales, la commission consultative des services publics locaux, dans sa séance du 28 août 2019, a donné un avis favorable sur le principe de confier à un tiers la gestion et l'exploitation du casino municipal par voie de délégation de service public.

III. COMPOSITION DE LA COMMISSION CHARGE DE L'ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Pour assurer le bon déroulement des opérations de sélection d'un opérateur économique pour l'exploitation d'un casino municipal, l'autorité délégante est assistée dans ces missions par une commission d'élus chargée :

- d'ouvrir les plis contenant les candidatures ou les offres ;
- de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

En application de l'article L. 1411-5 du CGCT, cette commission est composée de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Je vous demande, en conséquence :

- d'approuver le principe de l'exploitation du casino municipal de la Ville de Saint-Denis dans le cadre d'une procédure de délégation de service public pour une durée allant de 10 à 15 ans ;
- d'approuver les caractéristiques des prestations qui doivent être assurées par le futur délégataire, étant entendu que les caractéristiques précises du contrat seront fixées ultérieurement ;
- de m'autoriser (ou mon représentant) à signer cet acte ainsi que tous les actes y afférents.
- de procéder à l'élection de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du Code général des Collectivités territoriales, conformément aux articles D. 1411-3 à D. 1411-5 du même Code.

OBJET **Délégation du service public relative à l'exploitation du casino municipal**
Lancement de la procédure
Composition de la commission prévue à l'article 1411-5 du Code général des
Collectivités territoriales

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant le contrat actuel d'exploitation du casino arrivant à échéance et compte tenu de la durée nécessaire à la passation d'un contrat de concession et du temps nécessaire pour déposer une demande de renouvellement de l'autorisation de jeux, la Ville doit, dès à présent, enclencher une procédure de mise en concurrence afin de choisir le futur délégataire ;

Considérant que le terme du contrat de concession du casino est fixé au 30 avril 2020, mais qu'il pourra faire l'objet d'une prolongation maximum de 4 mois pour parfaire la procédure de passation du nouveau contrat ;

Vu le RAPPORT N°19/4-004 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur LOWINSKY Jacques - 1er adjoint au nom des commissions « Affaire Générale / Entreprise Municipale », « Economie Marchande / Economie Solidaire » et « Consultative des Services Publics Locaux » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

Approuve le principe de l'exploitation du casino dans le cadre d'une concession de service public.

ARTICLE 2

Approuve le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le choix du mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions des articles L. 1411-4 et L. 1411-5 du Code général des Collectivités territoriales.

ARTICLE 3

Autorise le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de concession de service public.

AU SCRUTIN SECRET

ARTICLE 4

Par analogie à l'article R. 64 du Code électoral, Monsieur PESTEL René Louis et Madame HO-SHING Cynthia ont été désignés pour constituer le bureau de vote et remplir les fonctions de scrutateurs lors du dépouillement des suffrages.

En application de l'article L. 1411-5 du Code général des Collectivités territoriales, la commission de DSP « casino » a été constituée ainsi qu'il suit.

Une liste de candidatures a été déposée.

5 membres titulaires

- FRANÇOISE Gérard,
- BELIM Audrey,
- BELDA David,
- ISIDORE Marylise,
- TECHER Régis ;

5 suppléants

- HOAREAU Jean-François,
- KICHENIN Virgile,
- DELORME Eric,
- VOLIA-GARNIER Laetitia,
- LAGOURGUE Michel.

L'élection des membres titulaires et suppléants s'est opérée au scrutin de liste, sans panachage ni vote préférentiel.

Les résultats du vote ont été les suivants :

→ nombre de bulletins

collectés	49,
blanc	1,
nuls	3,

→ nombre de suffrages

exprimés/ obtenus	45.
-------------------	-----

Sont donc élus pour siéger à la commission de DSP « casino » :

→ membres titulaires

- 1 FRANCOISE Gérard,
- 2 BELIM Audrey,
- 3 BELDA David,
- 4 ISIDORE Marylise,
- 5 TECHER Régis ;

→ suppléants

- 1 HOAREAU Jean-François,
- 2 KICHENIN Virgile,
- 3 DELORME Eric,
- 4 VOLIA-GARNIER Laetitia,
- 5 LAGOURGUE Michel.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 25 septembre 2019



LE MAIRE

Gilbert ANNETTE

RAPPORT DETAILLE SUR LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A L'EXPLOITATION DU CASINO MUNIPAL

I. CONTEXTE

1. Nature d'un casino

L'article L321-21 du code de la sécurité intérieure dispose qu'une « autorisation temporaire d'ouvrir au public des locaux spéciaux, distincts et séparés où sont pratiqués certains jeux de hasard peut être accordée » aux communes « dans lesquelles un casino est régulièrement exploité au 3 mars 2009 ».

A ce titre, la ville de Saint-Denis dispose d'un casino municipal qui exerce, conformément à la législation en vigueur et plus précisément l'article 1^{er} de l'arrêté du 14 mai 2007, trois activités obligatoires qui sont :

- l'activité de jeux de hasard avec, à l'issue de l'exercice 2017/2018, 150 machines à sous sur 150 autorisées et 5 cinq tables de jeux traditionnels répartis sur trois niveaux. Le délégataire exploite également quatre tables de roulettes électroniques ;
- l'activité restauration : le casino dispose d'un **espace bar-restaurant appelé « Le Flamingo » plus important et plus attractif qu'avant**, avec une capacité de 40 couverts ce qui a permis de quasiment doubler le chiffre d'affaires de l'activité bar-restauration du délégataire entre les deux derniers exercices ;
- l'activité animation (*spectacles, manifestations ponctuelles et artistiques, fêtes calendaires, lotos...*), incluant aussi la participation du casinotier aux événements et manifestations de la vie culturelle, artistique et touristique de la Ville de Saint-Denis et le soutien à la vie associative locale.

Ces trois activités sont obligatoirement liées et doivent être gérées par la même personne morale, même si l'activité de restauration peut, le cas échéant, être sous-traitée.

2. Dispositif juridique

Le dispositif juridique du contrat de délégation de service public du casino municipal de la ville de Saint-Denis est composé de :

- **Le Contrat de délégation du service public local** : le document mentionne les grands éléments du contrat, sa durée, son objet, sa formation et sa cession, il joue ainsi le rôle d'acte d'engagement entre les deux parties ;

- **Le Cahier des charges** : il stipule les missions du délégataire, les investissements à réaliser, l'organisation des locaux projetés, l'échéancier d'exécution des investissements, l'organisation et autorisation des différentes activités de jeux, l'organisation de l'animation et du soutien culturel, le contrôle du service, la gestion du personnel, les clauses financières, les responsabilités et assurances et les dispositions de fin de contrat. Le Cahier des charges joue ainsi le rôle des clauses Particulières entre les parties.
- **Le règlement de service** : Le règlement de service précise les interfaces et interactions entre la ville et le casinotier pour la mise en place d'une politique commune d'animation et de promotion de la ville.

Les 7 avenants au contrat passés au cours de la durée de celui-ci font également parties du dispositif juridique.

A noter que le contrat de délégation de service public a été initialement conclu pour une durée de 15 ans, du 1^{er} mai 2004 au 30 avril 2019. Afin de permettre le renouvellement de la concession de service public dans de bonnes conditions et avant les élections municipales du printemps 2020, la ville de Saint-Denis a prolongé le contrat d'une durée d'un an par une délibération en date du 15 décembre 2018. Le contrat de délégation de service public doit ainsi prendre fin au 30 avril 2020.

3. Liste et état des biens délégués

Le périmètre actuel du service délégué, d'une superficie totale de 855m², est décomposé comme suit :

- Salle des machines à sous avec locaux techniques : 243m²
- Salle de jeux de table intégrant un bar : 103m²
- Un restaurant intégrant une piste de danse : 275m²
- Des locaux communs : 234m²

Il est à noter que la ville de Saint Denis n'est propriétaire ni du terrain ni du bâtiment. Or, le bâtiment est affecté au service public, et est indispensable à la réalisation du service. Afin de garantir la mise en concurrence la plus objective possible et respecter les dispositions du Code de la commande publique, il pourra être procédé à la mise à disposition du bâtiment pour tous candidats à la procédure dans des conditions identiques avec l'accord du propriétaire. Cette solution sera étudiée et prévue au cahier des charges.

4. Développement / aménagement à venir du casino

L'activité de restauration et son développement constituent l'un des enjeux du renouvellement de la délégation de service public. Les interfaces entre le casino et l'hôtel mitoyen du bâtiment peuvent être clarifiées, notamment dans l'optique d'une mutualisation des tâches entre le casinotier et futur hôtel à proximité.

Ainsi, les questions immobilières seront au cœur du renouvellement de la DSP, avec les objectifs suivants :

- garantir l'égalité d'accès des candidats à la consultation ;
- favoriser ainsi la concurrence dans le cadre de ce renouvellement de concession de service public ;
- améliorer l'attractivité future du Casino sur ses 3 activités obligatoires.

Le travail de rédaction du Dossier de consultation des entreprises constitue l'opportunité pour la Ville de Saint-Denis d'approfondir l'ensemble de ces enjeux.

5. Activités actuelles du casino

5.1. L'activité de jeux

Avec 24,1 millions d'euros de PBJ (Produit Brut des Jeux) sur l'exercice 2017-2018, le casino de Saint-Denis se place au **20ème rang sur les 201 casinos du territoire**. C'est le 1^{er} casino de l'Île de la Réunion et le deuxième des Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM).

Les recettes du casino proviennent essentiellement des machines à sous, au nombre de 150, qui génèrent environ 87% du PBJ sur les trois derniers exercices.

A l'issue de l'exercice 2017-2018, le casinotier exploite 5 jeux de table traditionnels qui sont :

- Deux tables de roulettes anglaises
- Deux tables de Black Jack
- Une table de « Texas Hold'em poker de casino »

Le casinotier exploite par ailleurs 4 tables de roulettes électroniques dont le PBJ est comptabilisé dans le PBJ des jeux de table. Ces tables représentent 32 postes à l'issue de l'exercice considéré.

5.2. L'activité de restauration

Le restaurant du casino s'appelle Le Flamingo et possède une capacité de 40 couverts. La carte proposée par le restaurant a été renouvelée en juin 2018 afin de diversifier l'offre proposée aux clients du restaurant. Le renouvellement de l'offre a permis de quasiment doubler le chiffre d'affaires lié à l'activité de restauration, passant de 73 209 € sur l'exercice 2016/2017 à 122 872€ sur l'exercice 2017/2018. Le nombre de couverts réalisés par le restaurant est passé de 6 132 couverts contre 4 519 couverts sur l'exercice précédent.

5.3. L'animation

L'article 14 du cahier des charges, modifié par l'avenant au contrat n°6 en date du 17 septembre 2016, prévoit que le Concessionnaire s'engage chaque année a minima sur le financement de :

- 180 000€ d'animations sportives ;
- 180 000€ d'animations culturelles ;
- 360 000€ pour l'organisation d'une manifestation artistique de qualité.

Le délégataire participe ainsi, chaque année, à hauteur de 720 000€ pour le financement d'associations locales et pour l'organisation d'événements culturels. Au total, ce sont près de 50 associations locales que le casino soutient financièrement. Le délégataire finance également l'organisation de plusieurs manifestations culturelles (KWALA, Electropicales, Journées européennes du patrimoine etc.).

6. Equilibre économique

L'évolution du chiffre d'affaires et des soldes intermédiaires de gestion sur les trois derniers exercices est la suivante :

La restauration représente environ 1,1% du Chiffre d'affaires, le reste étant constitué du produit net des jeux (Produits des Jeux après prélèvements fiscaux).

Le chiffre d'affaires est manifestement en augmentation sur les périodes considérées avec une augmentation de +7% sur les trois derniers exercices.

Le résultat net est de 2 646 947€ sur le dernier exercice (2017/2018), en augmentation de +12% sur la période considérée.

L'activité du casino et son chiffre d'affaires sont donc en constante augmentation sur les derniers exercices permettant au casino de Saint-Denis de se hisser à la 20^{ème} place des casinos en France sur l'exercice 2017/2018.

7. Fiscalité

7.1. Le prélèvement progressif d'Etat

Le prélèvement progressif d'État **constitue le principal impôt assis sur le PBJ** auquel s'ajoute un prélèvement fixe et deux contributions sociales. Les tranches du barème du prélèvement progressif opéré sur le PBJ sont fixées par décret, dans les limites minimum et maximum de 10 % à 80 % du produit brut des jeux.

Par ailleurs, **il est reversé à chaque commune, siège d'un casino, 10 % du prélèvement opéré par l'État** sur le produit brut des jeux réalisé par l'établissement. Le reversement de cette part du produit ne peut être effectué qu'au profit des communes. Le montant de ce reversement ne peut toutefois avoir pour effet d'accroître de plus de 5 % le montant des recettes réelles de fonctionnement de la commune.

A ce titre, le délégataire a reversé 909 854€ à la ville de Saint-Denis pour l'exercice 2017-

7.2. Le prélèvement communal

Le taux du prélèvement communal est **défini par le cahier des charges** qui lie la collectivité délégante et le délégataire. Il s'agit d'une clause obligatoirement portée au cahier des charges. Le taux qu'il définit peut être négocié ou imposé **mais ne peut excéder 15 %** conformément à l'article L. 2333-54 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le prélèvement communal est fixé contractuellement à l'article 20 du contrat.

Il est calculé selon un système de tranches :

Tranches	Taux applicables
De 1 € à 780 000 €	9%
780 001 € à 2 500 000 €	11%
2 500 001 € à 4 600 000 €	13%
4 600 001 € à 5 300 000 €	14%
Au-delà de 5 300 001 €	15%

Le prélèvement communal pour l'exercice 2017/2018 s'élève à 2 193 138€.

II. CADRE JURIDIQUE

1. Principe d'une activité déléguée

L'exploitation d'un casino constitue une **activité de service public** dans la mesure où elle contribue à l'animation culturelle et touristique de la commune¹.

Par ailleurs, en **raison de la spécificité de l'activité, l'exploitation d'un casino en régie n'est pas envisageable**. L'arrêté du 14 mai 2007 « *relatif à la réglementation des jeux dans les casinos* » impose d'ailleurs que la désignation de l'exploitant soit réalisée en conformité avec les dispositions de l'article L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, dispositions relatives aux procédures de délégation de service public issues de la Loi du 29 janvier 1993 « *relative à la transparence des activités économiques et à l'appréhension et à la corruption* » dite Loi Sapin et qui sont maintenant intégrées aux dispositions du code de la commande publique entré en vigueur au 1^{er} avril 2019.

L'exploitation du Casino de Saint-Denis devra donc être déléguée, comme c'est déjà le cas actuellement avec le délégataire, la société STHCR, Société Touristique d'Hôtellerie et de Casino de la Réunion, société dédiée à l'exploitation du Casino municipal de Saint-Denis. Au terme d'une jurisprudence établie, le contrat passé entre la commune et un exploitant de casino a le caractère d'une délégation de service public².

Le casino est une activité qui ne peut donc être gérée que via un contrat de concession (ou de délégation de service public). La première étape de la délégation est l'approbation par le Conseil municipal du principe du recours à la concession.

2. Principales étapes de la procédure de délégation de service public

Les principales étapes de la procédure de délégation de service public sont les suivantes :

- Approbation par le conseil municipal **au cours de sa séance du 20 septembre 2019** du principe de délégation de service public et des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ;
- Publication d'un avis de concession et d'un Dossier de consultation des entreprises pour inviter les entreprises intéressées à déposer une candidature et une offre ;
- Réception des candidatures et ouverture des candidatures par la commission de DSP (ou commission Concession) ;
- Etablissement par la commission de DSP (ou commission Concession) de la liste des candidats admis à déposer une offre ;
- Ouverture puis examen des offres des candidats admis par la Commission n°2 à déposer une offre et émission d'un avis sur les offres des candidats. La commission dresse la liste des candidats qu'elle recommande au Maire de retenir en négociation ;
- Phase des négociations avec une ou plusieurs entreprises ayant présenté une offre ;
- Analyse des offres finales après négociations ;
- Approbation du choix du délégataire par le conseil municipal (séance de janvier/février 2020) et autorisation donnée au Maire de signer la convention ;
- Notification de la décision et formalités administratives de fin de procédure.

3. Autorisation de jeux

L'ouverture d'un casino est soumise, après avis de la commission supérieure des jeux, à une **autorisation formalisée par un arrêté du Ministre de l'Intérieur**.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature des jeux autorisés, la durée de l'autorisation, les heures limites d'ouverture et de fermeture des salles de jeux. Il prévoit en outre l'interdiction de céder à titre onéreux ou gratuit l'autorisation de jeux.

La demande d'autorisation de jeux est déposée par le Délégataire.

Le Ministère de l'Intérieur impose un dépôt du dossier de demande d'autorisation de jeux au minimum 4 mois avant le renouvellement du contrat, ce qui implique une signature du contrat au plus tard 4 mois avant son entrée en vigueur, **soit le 30 décembre 2019 au plus tard**.

Sur ce point et compte tenu des différentes étapes de la procédure de délégation de service public, il faudra, lors du dernier conseil municipal de l'année 2019, prolonger de quelques mois (de 2 à 4 mois) le contrat de délégation en cours pour respecter ce délai ministériel.

4. Cadre légal d'une délégation de casino

Les deux principaux prélèvements fiscaux sur une activité de casino sont :

- **Le prélèvement communal dont le taux doit être fixé contractuellement** : Selon l'article L.2333-54 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le conseil municipal peut instituer un prélèvement sur le produit brut des jeux d'un casino* ». Le taux de prélèvement opéré par la commune ne doit en aucun cas dépasser 15 %.
- **Le prélèvement opéré par l'Etat sur une base progressive** (cf. Article 39 de la loi de finances rectificative pour 2014). L'article L.2333-55 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit également un reversement à la commune d'au plus 10 % du prélèvement opéré par l'Etat. Cette restitution, plafonnée à hauteur de 5 % des recettes réelles de fonctionnement de la commune d'implantation, est portée à 10 % pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale faisant application des dispositions de l'Article 1609 nonies C du CGI.

III. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

1. Prestations à assurer par le futur délégataire

Dans le respect notamment des dispositions de la loi du 15 juin 1907 modifiée relative aux casinos, du Code de la sécurité intérieure et de l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos, le Délégué exploitera en exclusivité à ses frais, risques et périls la délégation du casino **comportant trois activités distinctes** que sont l'animation, la restauration et les jeux de hasard et d'argent.

1.1. Activité des jeux

La dimension de l'offre de jeux doit assurer la permanence de celle-ci. Un dimensionnement qui, dans le cadre réglementaire actuel, affecte directement le parc de machines à sous dont la dotation est étroitement associée à l'offre des jeux de table. En effet, l'Article 8 de l'Arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos prévoit que le nombre de machines à sous qui peut être autorisé est subordonné à l'installation d'au moins une table de jeux pour une dotation de 50 machines à sous, dotation minimale augmentée par tranche de 25 machines pour chaque table de jeux supplémentaire.

L'espace dédié aux activités de jeux de hasard est constitué actuellement de 150 machines à sous, de 5 tables de jeux et de 4 tables de jeux électroniques. Pour favoriser le développement d'une activité jeux dynamique dans le cadre du futur contrat, il conviendra de **maintenir une offre de jeux diversifiée** avec éventuellement un nombre minimum de tables et de machines à sous.

1.2. Activité animation

Le délégataire met en place aujourd'hui une **politique ambitieuse et volontariste** sur l'animation et sur la vie locale. Aussi bien les actions menées que les montants affectées sont satisfaisants. Il conviendra dans le cadre du renouvellement de sanctuariser ces

investissements via des **engagements financiers fermes** assorti d'obligations pour le titulaire (et de pénalités en cas de non-respect).

Il convient également de conserver une certaine souplesse d'évolution des prestations financées pour garantir une bonne réactivité et un fonctionnement fluide.

Le futur contrat devra prévoir les engagements minimum à mettre à la charge du titulaire du contrat, en termes de grandes catégories d'activités et de financements minimum annuels à assurer. Par ailleurs, le futur contrat devra être l'occasion de développer le partenariat casino – ville sur la vie locale et notamment la mise en place de comité de suivi, d'actions conjointes et de financement commun d'action pour bénéficier au rayonnement de la ville et à celui du casino.

1.3. Activité restauration

Les **interfaces casino / hôtel** ne sont pas claires dans le contrat actuel. Il faudrait bien préciser ce point dans la future convention pour garantir un bon fonctionnement du site, notamment dans l'optique de mutualisation des tâches entre le casinotier et le futur hôtel à proximité (projet de restaurant commun), étant entendu que l'activité de restauration est la seule activité qui puisse faire l'objet d'un contrat de sous-traitance.

Le renouvellement de la DSP est, sur ce point, une opportunité pour la Collectivité de **préciser ses exigences**, en tant qu'elles sont des obligations de service public, et de les assortir de **pénalités** en cas de non-respect de ces obligations.

1.4. Travaux / rénovation

Les candidats pourront proposer des projets d'investissements ambitieux en termes d'investissements immobiliers et mobiliers, notamment en vue de dynamiser l'offre de restauration et l'offre de jeux. Ces projets devront être insérés en tant qu'engagements contractuels.

Le contrôle des travaux sera prévu contractuellement et documenté systématiquement afin d'assurer le plein investissement du futur exploitant. La Ville pourra ainsi imposer au prochain délégataire **des échéances de réalisation**.

2. Durée du contrat

Elle est à fixer au regard des **investissements à réaliser** par le Délégataire dans une durée de 20 ans maximum dans une optique de retour sur investissement. Aucune justification n'est demandée pour une durée de 5 ans ou moins.

Eu égard aux investissements attendus en termes de nouvel espace de restauration et de dynamisation de l'offre de jeux, il est préconisé une durée contractuelle entre 10 et 15 ans, cohérente avec l'amortissement des investissements souhaités par la Collectivité et le nécessaire retour sur investissement.

3. Economie du contrat

Le futur Délégataire devra reverser un prélèvement progressif sur les jeux à l'Etat ainsi qu'un prélèvement communal dont le taux de prélèvement sera fixé au sein du futur contrat et fera donc l'objet d'une clause spécifique.

Dans le respect notamment des dispositions législatives relatives aux casinos, le futur Délégataire exploitera en exclusivité à Saint-Denis, à ses frais, risques et périls, la délégation du casino comportant trois activités distinctes que sont l'animation, la restauration et les jeux de hasard et d'argent. Le Délégataire est ainsi **autorisé à percevoir directement l'intégralité des recettes d'exploitation afférentes à la délégation**, notamment le produit des jeux et les recettes des activités de restauration et d'animation.

Les investissements du contrat actuel pourraient ne pas avoir été totalement amortis en fin de contrat. Il pourrait alors être prévu un **rachat obligatoire des biens non amortis pour le futur délégataire comme « droit d'entrée » au futur contrat**.

Il est attendu à ce que le niveau de prélèvement retenu dans le cadre de cette exploitation soit déterminé par un taux fixe ne pouvant être inférieur à 14%. De même il est attendu à ce que les autres versements du Casinotier à la Ville (redevances, participations) soient également a minima maintenus, voire accrus dans le cadre du futur contrat.

4. Autres droits et obligations de la ville

La Ville de Saint-Denis **conserve un pouvoir de contrôle** sur le bon déroulement de l'exploitation du Casino ainsi que sur la gestion du service par le biais d'outils qui seront précisés dans le contrat.

Notamment, le Délégataire remettra à la Collectivité avant le 1er juin de chaque année, un rapport annuel portant sur l'exercice précédent dans les formes et conditions prévues par l'article L. 3131-5 du code de la commande publique dispositions de la nouvelle ordonnance Concession entrée en vigueur le 1er avril 2016 relatifs au rapport annuel du Délégataire de service public local comprenant :

- Une présentation du service délégué,
- Les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation,
- Les conditions d'exécution du service,
- Une analyse de la qualité du service.

Le futur cahier des charges définira un cadre précis de rapport d'exploitation annuel à fournir pour qu'il soit conforme avec les dispositions idoines du code de la commande publique.

IV. CONCLUSION

En application de l'article L.1413-1 du C.G.C.T., la commission consultative des services publics locaux doit émettre un avis sur le principe de confier à un tiers la gestion et l'exploitation du casino municipal de la ville de Saint Denis.